

le mois

# Demain il fera gris, camarade !

**Marie Laroche**

*Au lendemain de la découverte publique des malversations de la Carolorégienne, et à l'occasion de son auto-promotion à la tête du gouvernement wallon, Elio Di Rupo, toujours président du P.S., s'est engagé à « chasser les parvenus de (son) parti ». Des intentions exactes de l'homme providentiel, on ne connaît jusqu'ici que ces quelques mots. Quelle gestion du P.S. en crise l'oracle préfigure-t-il ?*

---

Comme souvent, le plus important est dans le non-dit. Ce qui s'annonce au mieux comme une opération de police n'affecte en rien ni une ligne politique, dont les fondamentaux défensifs sont connus, ni une organisation interne, dont la logique est cadencée par des rapports de force. Confronté aux déballages des affaires, le P.S. et son président continueront donc de miser sur deux atouts apparemment inoxydables pour juguler la crise d'identité que traverse la gauche gestionnaire européen-

ne en butte à la morosité sociale suscitée notamment par les réformes des régimes de retraite et la montée d'une extrême gauche protestataire.

Deux cartes, donc. Le redressement de la Wallonie d'abord, conçu comme une grande cause nationale, postule que l'on serre les rangs pour faire taire le doute destructeur : le P.S. et son président thaumaturge persistent, après vingt-cinq ans d'échec patent, à se présenter comme les

acteurs crédibles et incontournable. Ensuite, le « social-paternalisme » pragmatique qui fait voir le parti comme le répondant d'une sorte d'assurance-vie que souscrivent gratuitement ses électeurs, image soutenue par le spectre agité d'un libéralisme féroce ou d'un nationalisme flamand qui en menacerait les garanties. En amont de ces deux fondamentaux, se situe la justification implicite d'une présence tentaculaire du parti, sorte d'État autour et dans l'État. Cette présence ne sera donc pas remise en cause en tant que telle, mais seulement ses dérives et dans la mesure exacte où, médiatisées, elles indigneront trop violemment les foules. Les parvenus prennent toute la place des mesures déontologiques qui auraient pu être annoncées.

Balisée de la sorte, la rénovation du P.S., entamée depuis six ans, marque ses étroites limites. Quant à son contenu et à ses méthodes, ils méritent qu'on s'y arrête : l'énoncé du président leur donne une couleur personnelle et révélatrice.

## **LA CLAQUE**

Dans son contexte proche, la petite phrase sur les parvenus a commencé par faire son petit effet. D'emblée, chacun s'est empressé d'en tirer la certitude satisfaite que sa révolte face aux pilleurs de tronc de la sociale démocratie

était officiellement partagée par un président tout-puissant qui se rangeait sans ambages dans le camp des braves gens. Car voilà Molière, avec son bourgeois gentilhomme, et Marivaux, avec son paysan parvenu, appelés à la rescousse et lancés à la poursuite de ceux dont les turpitudes seraient publiquement exposées. N'est-ce pas dans le mépris que la grâce du français des grands siècles opère le plus sûrement son double miracle ? Lorsque la bassesse est ainsi justement souffletée, elle fait aussi valoir la hauteur du regard qui se détourne de la joue rougie. D'un son sec, la claque de la langue classique salue avec révérence la classe de celui qui l'a dispensée.

Et ce n'est pas tout. Car, au vrai, cette patine scolaire dument enregistrée par les dictionnaires est facultative. En Wallonie, l'usage populaire du terme condamne d'avance celui dont on l'affuble en raison d'une réussite plus que suspecte. Sans se démarquer du sens premier donc, la perspective est renversée par le fait que les choses sont ici vues d'en bas. Dans le monde ouvrier, le parvenu est certes celui qui abuse avec ostentation d'une situation récemment conquise, mais c'est d'abord le traître arrogant sorti de ses rangs et avec lequel plus aucune solidarité n'est sentie. Aussi bien, l'envie ambivalente que pourrait

susciter le parvenu est-elle clairement refoulée par une suspicion que l'on fait peser à priori sur la régularité d'une réussite aussi démonstrative, accompagnée de si mauvaises manières. Dût-on pour cela admettre implicitement sa préférence pour une bourgeoisie « honnête », dont l'assise plus élégante a reçu la patine du temps ou l'imité. L'amour du beau linge renvoie à la composante conservatrice du monde populaire et ce n'est pas le moindre paradoxe de la voir ici convoquée à l'appui de la rénovation du parti censé le représenter. Au reste, voilà remis à sa place par le « vrai » patron l'ancien pauvre qui fait le malin !

Tout le monde a donc applaudi. Mais une fois le rideau tombé sur ce petit théâtre où Guignol a défié les méchants en plein J.T., on retrouve la vraie vie avec sa lenteur et ses contradictions. Gageons d'abord que la traduction efficace des propos du président ne pourra devancer les progrès des procès auxquels tout justiciable a droit. Du coup, nous voici pourvus d'un loisir inattendu que de nouvelles révélations égrenées par la presse ne suffiront pas à meubler. Et de ressasser alors la fatwa présidentielle. Qui vise-t-elle au juste ? Qui a-t-elle fait trembler intérieurement avec ses accents comminatoires ? Les excommunications promises peuvent-elles encore produire des effets prophylacti-

ques ? Avec quelles chances de rédemption pour d'éventuels repentis auxquels on n'ose croire ? Il y a là matière pour une méditation absorbante dont les termes sont élémentaires : un univers de référence (le P.S.) et une clé de lecture (les mots du président). Mettre un mot ou une phrase en relation avec son contexte pour en mesurer la portée, c'est aujourd'hui la seule ressource disponible. Que nous vienne donc en aide la sémantique, discipline si méprisée du microcosme politico-médiatique qui, dans une ignorance qu'on espère feinte, la voue à l'insignifiance et à la dérision !

### **VOUS EN ÊTES UN(E) AUTRE**

Or les enjeux sémantiques sont lourds et toujours pendants. Car si la chasse est déclarée ouverte, la campagne d'exclusion n'a pas encore officiellement commencé. Il est encore temps sans doute de se demander qui devrait figurer en tête de la liste. D'où les parvenus tireraient-ils ce privilège ignominieux sur les malhonnêtes ? Car la seule caractéristique indiscutable du parvenu, c'est une extraction modeste qu'il n'a pu dissimuler une fois arrivé. S'il est peut-être monté trop vite trop haut, c'est d'abord qu'il est parti d'en bas. On a vu pire crime. Ne pas être bien né pourrait aussi bien être un gage d'authenticité dans un parti socialiste et revendiqué

comme tel et à bon droit par l'un ou l'autre de ses membres même parmi les plus éminents. Finalement, ce qui honore la démocratie est ici ravalé au rang de particularité honteuse que l'on devrait à tout prix faire oublier à force de ronds de jambe.

Au reste, dénoncer un manque objectif d'élégance ou de discrétion dans les usages de l'argent et du pouvoir ne peut somme toute être le fait que d'une bourgeoisie mieux installée, plus raffinée ou plus discrète, qui respecterait ainsi les standards d'un façadisme qui prend au P.S. des allures de courant dominant. Dans cet ordre d'idées, on rappellera ici que l'expression péjorative en dit souvent plus long de celui qui la profère que de celui à qui elle est adressée. Le phénomène est patent dans les injures racistes et bien connu de la sagesse enfantine : « C'est celui qui le dit qui l'est. »

### **HOMMAGE AUX PARVENUS**

S'il fallait que la rénovation du P.S. se limite à une croisade morale, on aurait tout lieu de préférer que la malhonnêteté serve de critère prioritaire plutôt que l'affichage déplacé de la mobilité sociale. Si cette priorité entre néanmoins dans les intentions du président, elle ne fait que reporter l'épineuse question du classement des malhonnêtetés entre elles. La

liste est longue de ceux qui devraient précéder dans l'opprobre les parvenus *stricto sensu* du P.S., et ceux-ci méritent encore qu'on s'arrête un instant à eux.

Le mot de parvenu ne jette pas seulement une lumière nouvelle sur le souvenir d'une peinture criarde ou de telle salle de bain dispendieuse, dont il fallut naguère qu'une ministre-présidente s'excusât en larmes par l'évocation de sa famille pauvre devant les caméras de télévision. Il rappelle d'abord que le parti s'impose, en Wallonie, comme l'ascenseur social par excellence, ce que revendique implicitement le président en dénonçant la présence de la sorte d'individus stigmatisés dans ses rangs. Par excellence ou par défaut ? Mettons les deux, tant il est vrai qu'on imagine difficilement un parcours gagnant qui ne croise pas la route du P.S. et que réussir sans lui s'apparente à l'exercice que les enfants s'infligent par jeu : remonter contre le sens de la marche les escaliers roulants.

Par excellence, quand même : l'ascenseur social du parti se transforme occasionnellement en fusée par le fait du prince charmant et de son équipe de production. C'est alors la méritocratie interne qui en prend un sale coup. Aujourd'hui, là plus qu'ailleurs, une part du personnel politique de premier

plan se recrute au terme d'un casting soigné, pour être soumis aux suffrages du public, façon Star Academy. Entre politique et télé-réalité, ceux qui se trouvent victimes de ces promotions vertigineuses ne sont destinés qu'à meubler le petit écran d'une présence télé-génique testée. Les uns et les autres sont l'objet du même mépris de la part de ceux qui en font les instruments de leur profit. Qu'il s'agisse de susurrer de la guimauve ou de la langue de bois, le professionnalisme des promus s'affirme d'emblée parfois au détriment de tout savoir-vivre politique. C'est ce qu'auront remarqué les téléspectateurs attentifs de la prestation de serment (en juillet 2004) de Marie Arena, dont le visage était tourné vers la caméra plutôt que vers le visage du chef de l'État auquel elle était censée adresser la phrase rituelle. Qu'il s'agisse le plus souvent de jeunes femmes auxquelles on confie ainsi le rôle d'hôtesse du pouvoir pour nourrir une illusion de parité soulève le cœur. Et prépare des drames personnels hors du champ des caméras, avant même que les carrosses ne se changent en citrouilles, tant les carrières politiques sont si exigeantes et injustes qu'elles pulvérisent ceux qui les épousent sans le tempérament que nourrit une nécessité existentielle.

Finalement, ces parvenus-là méritent un hommage. Exposés en vitrine de la rénovation, tout en faisant bonne figure, ils finiront peut-être par y faire valoir des qualités personnelles pour lesquelles ils n'ont pas été choisis, voire à se révolter contre leur Getto. Autant sans doute que ces candidats aux plus hauts postes de la nouvelle fonction publique et dont le recrutement prétend désormais rencontrer les exigences d'objectivité managériales les plus pointues : comment leur reprocher de bénéficier, pendant les mois qui précèdent, des soins d'un coach payé par le parti qui entend se garantir du hasard de la désignation d'un incompetent qui ne serait même pas un obligé ?

### **EMBOUTEILLAGE**

Une fois écarté le paradoxe des « purs parvenus », il ne resterait plus donc au président Di Rupo qu'à analyser les candidatures à l'exclusion et à départager dans l'ordre des préséances ceux qui combinent les signes déplacés d'une condition sociale devenue par trop voyante avec des malhonnêtetés. Le simple énoncé du problème fait appréhender la proactivité prudente du mot parvenu : le président renonce d'avance à expulser de son propre chef de leur confortable retraite les malhonnêtes les moins tapageurs que leur discrétion met tempo-

rairement à l'abri des feux d'une presse certes émoussée, mais déjà fort occupée par ailleurs.

Par où commencer donc ? Il va de soi que les combinaisons du type de la Carolorégienne, devenues emblématiques, ne pourront échapper à la sanction. À ce qu'on sait de l'enquête, on y trouve en effet de l'enrichissement personnel prélevé directement sur de l'argent destiné à une forme particulièrement symbolique de redistribution : le logement social. Pour un parti qui se prétend de gauche, c'est là l'abjection la plus noire. Le contraste avec tel parvenu du M.R. qui avait « oublié » de payer ses impôts fait de ce dernier une sorte de héros.

Tout serait simple donc si ces vicaires pilleurs de tronc ne traînaient pas derrière eux une série d'autres casseroles grises sur lesquelles ils ont attiré une lumière médiatique franchement dérangeante du moment qu'on sait que d'autres se repaissent tranquillement encore dans les mêmes écuelles. À cause d'eux sont alors mises sous le feu des projecteurs des pratiques enchevêtrées d'abus divers, de cumuls, de conflits d'intérêts, de contrôles douteux cachant des complicités qui le sont moins. De proche en proche, l'ensemble d'un secteur parapublic pléthorique, tentaculaire et souvent juteux se trouve en proie au soupçon régu-

lièrement alimenté par l'une ou l'autre nouvelle découverte qui prend désormais valeur d'indice métonymique d'un dysfonctionnement massif autrement nommé système P.S.

La légalité, qui semble s'imposer en première analyse, trace-t-elle une ligne qui épouserait naturellement les contours de la morale politique et de la morale tout court ? Pas vraiment : leur enchevêtrement dessine des zones douteuses où se nichent des roueries parfois plus révoltantes que de vulgaires vols se démarquant à peine du banal fait divers. Ainsi les écarts manifestes d'Anne-Marie Lizin avec la plus stricte légalité ont été excusés en même temps que fièrement revendiqués par elle, tandis que le ministre-président Van Cauwenbergh se sentait en devoir de démissionner sans qu'il soit possible de lui reprocher, à ce stade, aucune entorse à la loi : c'est que l'intéressement indirect du ministre-président aux loyers impayés de la société de logement social de sa commune fait vraiment mauvais genre. Les cumuls passés et présents de Jean-Claude Marcourt, de Rudy Demotte et de tant d'autres, les presque-conflits d'intérêt de Michel Daerden, tout en défiant le bon sens déontologique le plus élémentaire, respectent jusqu'à preuve du contraire la légalité.

## **BEAUCOUP D'APPELÉS, PEU D'ÉLUS**

Ce qu'indique l'emploi du mot parvenu, c'est que dans cet univers glauque, le public, au gré des expositions médiatiques, fera le choix de ce qui lui semble crier vengeance. Le parallèle avec la télé-réalité est ici aussi évident. On ne retiendra que ceux qui passent la rampe d'un audimat ahuri. Est-ce à ce dernier, au gré des expositions médiatiques, que l'on va confier la tâche de rénovation que le président ne se sent pas capable d'assumer sur ses propres forces ? C'est au fond ce qu'indique la fluidité du terme parvenu qui fait l'économie d'une casuistique précise à laquelle serait revenue la charge de faire le tri des entorses déontologiques. Au mieux, la justice servira dans cinq ou huit ans quelques plats froids. Entre-temps l'usure aura énervé le public par l'accumulation. Un jour, l'étiage du surréalisme sera dépassé, comme il l'avait été le jour de l'évasion de Dutroux, et il faudra en rire.

Le clientélisme et ses illusions seront en tout état de cause les oubliés de la traque au parvenu, comme le seront ceux, de toutes sortes, qui auront su rester discrets. Au-delà, le renoncement général que cache la résolution présidentielle ne doit pas tout à la réelle difficulté conceptuelle de trier un linge sale aussi bigarré. L'applica-

tion par le président de tout critère systématique de décence politique aboutirait en effet aussi à clairsemer les rangs de ses alliés tout en renforçant ceux de ses adversaires affirmés ou circonstanciels. Seul l'appui d'un public otage et demandant grâce peut infléchir ce rapport de force, mais, encore une fois, il n'est mobilisable que soumis à l'exposition de scandales qui le révulsent. Au-delà, à défaut de critères explicites, reste une conduite qui se résumerait d'une part à être dur avec les faibles et faible avec les durs et, d'autre part, sélectif en fonction des alliances locales et régionales dans lesquelles s'inscrivent les indécis. Tout cela en dit long sur le rapport de force interne au parti après six ans de rénovation.

## **UNE AFFAIRE PERSONNELLE**

Pourtant, le président ne s'est sans doute pas pris lui-même en traitre, lui qui avait voulu faire signer à « ses » ministres une lettre de démission datée d'octobre 2006, ce qui lui donnait quelques libertés au lendemain des élections communales. L'ex-ministre-président Van Cauwenbergh avait seul renâclé, sans grande conséquence d'ailleurs... Serait-ce la même prudence qui a fait déboucher un tonitruant plan Marshall bouclé à la hâte pour balancer l'agenda plombé d'une rentrée qu'il redoutait à juste titre ?

Vue de la sorte, la gestion de crise de Di Rupo se résume à la consolidation d'un sanctuaire autour de sa personne et de son image. C'est dans ce sens qu'il mobilise une influence qu'il a pris garde de construire patiemment sur la presse écrite et audiovisuelle<sup>1</sup>. Certes, cette influence, à supposer qu'il le veuille, ne lui permet pas, en démocratie, d'étouffer l'émergence des affaires. Entre sa personne sacrée et le parti profane, la ligne de partage tient bon et s'impose à ce point que personne ne songe à le tenir pour responsable de ce qui se fait au nom du parti qu'il préside et de se présenter en homme providentiel pour le P.S. comme pour la Région. Pourquoi faudrait-il s'en prendre à celui qui dénonce les parvenus ? Salué plus bas que terre par les acteurs économiques, il est adulé désormais des éditorialistes et donc de l'opinion flamande qui voient en lui non plus un adversaire, mais un homme fort et surtout un point de passage obligé pour négocier tous leurs désirs.

## **DEMAIN, IL FERA GRIS CAMARADE !**

Face aux affaires qui le minent de l'intérieur et dont les révélations menacent son image, la réponse du parti et de son président sera donc médiatique et passive. Cabotage et cabotinage, promus au rang de maitres mots, dissimulent

une absence totale de proactivité morale. Tenter de remettre toujours la catastrophe au lendemain, n'est-ce pas encore le meilleur moyen de l'éviter ?

Il est vrai que la dénonciation des parvenus condamne implicitement la banalisation brutale proposée par José Happart (« Petits ou grands, au fond, nous sommes tous des fraudeurs ») et les grands airs de Philippe Moureaux (« Les accusateurs du P.S. font le jeu de l'extrême droite, ce sont donc des ennemis de la démocratie »). Ballons d'essai ou initiatives personnelles, leur accueil plus que mitigé par une opinion publique indignée marque les limites du tolérable dans le domaine du déni. Pour autant cette réaction dirupienne qui s'interdit d'envisager le caractère structurel de ce que l'on présente comme des exceptions ou des faits divers programme une crise prolongée du P.S. Elle indique aussi que ceux qui à l'intérieur du parti auraient misé sur sa rénovation ont intérêt à revoir leurs objectifs à la baisse, et qu'ils resteront voués à un rôle qu'ils croyaient temporaire : celui de fournir au président une garde prétorienne voire un alibi de moralité.

Les scandales des années quatre-vingt et nonante (assassinat d'André Cools, détournements et corruptions diverses, dérives mafieuses) n'ont pas reçu d'autres réponses que celles de la justice et de la loi (réformes touchant au financement des partis et des campagnes électorales). Seule la fonction présidentielle a été reconfigurée. C'est manifestement insuffisant, d'autant qu'il a fallu revenir par opportunité sur les règles adoptées depuis en cette matière. Le pourrissement sur lequel on mise encore une fois résistera-t-il à une conjoncture sociale dont la dégradation se marquera particulièrement lorsque l'on constatera qu'il n'y a aucune marge de négociation pour un accord interprofessionnel ? Si le climat persistant et l'horizon bouché devaient se traduire par une sanction électorale, comme en 1999, à qui pourrait-elle profiter ? ■

8 novembre 2005

<sup>1</sup> Voir le dossier de *La Revue nouvelle*, « Libérer la liberté de la presse », n° 9, de septembre 2004.